journaux français en cette circonstance, ce fait ne pouvant être approuvé que par ceux qui ont en vue la possession de toute la Barbarie. Il est certain que cet événement important peut nuire à la colonisation d'Alger, parce que le voisinage d'une force régulière turque et d'un pacha énergique ne peut être agréable aux Français, qui n'ont pu encore s'entendre avec la Porte, au sujet de sa suzeraineté à l'égard d'Alger. On sait que le sultan n'a pas cessé de protester contre la prise d'Alger.

Du 19. — Il est certain que M. le duc de Frias a reçu des instructions positives dans lesquelles on lui prescrit de ne pas enrôler un seul homme. Le gouvernement de Madrid ne veut recevoir les secours ni des Italiens, ni des Polonais réfugiés; il se repent même déjà d'avoir accepté les Anglais recrutés à Londres. Ces recrues sont très-difficiles à discipliner et à nourrir. Déjà on murmure dans l'armée espagnole, où les soldats manquent de tout, en voyant ces auxiliaires étrangers prétendre à être traités avec somptuosité.

— On nous écrit de Bayonne :

« Une nouvelle d'une haute gravité circule dans notre ville, mais par cela même nous croyons qu'elle mérite confirmation. On disait que le général Saarsfield, appelé récemment au commandement en chef de l'armée de la reine, était passé à don Carlos avec ses deux aides-de-camp. Il aurait tenté d'entraîner une partie de ses troupes dans sa défection, mais un bataillon de la garde royale l'aurait seulement suivi. Ce qui paraît certain, c'est que le gouvernement de la reine, pas plus que les soldats, ne paraissent avoir une grande confiance dans des chefs qui sont révoqués aussitôt que nommés. Cette instabilité dans les choix semble tenir du vertige et s'oppose à ce qu'on puisse réaliser aucun plan suivi. La Hera, qui était parvenu à dégager Bilbao, s'est vu bientôt après remplacé par Cordova, et celui-ci vient à son tour, assure-t-on, d'être mandé à Madrid pour rendre compte de sa conduite. Espartero est envoyé à l'île de Mayorque; c'est sans doute à tous ces changemens sans motif connu qu'il faut attribuer le bruit que nous rapportons plus haut. On donnait comme certaine la mort du général Valdès qui a été suffoqué par le sang, à Miranda de Ebro.

» Le gros de l'armée carliste se dispose en ce moment à attaquer Puente la Reyna avec vingt-quatre pièces de canon. Don Carlos, ayant appris que 8000 hommes des troupes de Bilbao s'avançaient au secours de la ville assiégée, fit marcher à leur rencontre vingt bataillons sous les ordres d'Eraso et de Villaréal. Après un engagement de peu d'importance aux environs de Salvatierra, les deux corps ennemis qui ne paraissaient guère décidés à en venir à une action générale, sont rentrés dans leurs cantonnemens respectifs. »

— On lit dans le *Temps :*

« On vient de faire de nouvelles arrestations relatives au complot contre la vie du roi. La police, qui cherche sans doute à rétablir sa réputation d'habileté compromise, prétend avoir découvert toutes les ramifications de ce plan. Elles sont, dit-on, plus nombreuses qu'on ne l'avait soupçonné d'abord. On a acquis la certitude que les fanatiques de parti s'étaient dévoués à l'exécrable mission de jeter, par l'assassinat du souverain, le trouble et le désordre dans le pays; espérant en profiter pour faire prévaloir des idées et des intérêts que le vœu du plus grand nombre a repoussé énergiquement en 1830.

» On ne peut donc attribuer à l'espoir d'une révolution ou d'une contre-révolution l'attentat dont on s'occupe.

» Prendrait-il sa source dans des haines personnelles, dans une soif de vengence excitée par les procédés acerbes du gouvernement actuel, personnifié dans le chef de l'état?

» Ceci devient plus vraisemblable. Et voilà justement où doit nous amener tôt ou tard la persévérance opiniâtre dans un système ministériel qui a partout dépopularisé le pouvoir, semé l'irritation, aigri les mécontentemens, envénimé les préventions et corroboré les antipathies, au lieu de tendre au rapprochement des esprits par les voies de la liberté et de la conciliation. »

— On disait que ce matin on avait tenté d'assassiner le roi à Neuilly : un homme, armé jusqu'au dents, aurait été arrêté au moment où il s'introduisait dans le parc. Tel est du moins le bruit qu'on a fait courir à la bourse et que chacun interprête à sa manière. Suivant certaines personnes, la nouvelle est fausse; suivant d'autres, c'est un moyen imaginé pour réhabiliter M. Gisquet, qu'on ne veut plus voir ni au château ni au ministère de l'intérieur depuis l'évasion des 28. (*Bon Sens.*)

— Depuis quelques jours des mesures extraordinaires de sûreté sont encore une fois prises à Paris; les troupes sont consignées, les rondes d'officiers supérieurs ont lieu plusieurs fois le jour; dans tous les postes la consigne est très-rigoureuse, et l'ordre est donné de rester continuellement sur le qui vive, la giberne sur le dos.

— Nous lisons dans un journal du matin :

« Les mesures prises pour garder le roi sont vraiment curieuses à connaître. Depuis Paris jusqu'au château de Neuilly, deux ou trois cents agens de police, sergens de ville, etc., etc., etc., sont échelonnés de cent pas en cent pas; six corps-de-garde existent depuis les Tuileries jusqu'à la résidence d'été du roi; sur la route on voit continuellement se promener au pas, deux par deux, des cuirassiers, des gardes municipaux, des gendarmes, etc., etc. Un poste de cavalerie est placé à la porte Maillot au bois de Boulogne; à Neuilly tous les postes sont doublés; une espèce de cordon sanitaire est établi autour du château, et un autre moins serré autour du parc. »

— On annonce, dit le *Moniteur du Commerce*, journal ministériel, que douze personnes ont été arrêtées par suite de la découverte d'un complot contre la vie du roi.

— La conférence des avocats à la cour royale a terminé aujourd'hui la discussion qui avait été ouverte sur la compétence de la cour des pairs. M. Philippe Dupin, qui présidait l'assemblée, a résumé la discussion, et son discours a montré clairement que l'honorable bâtonnier est d'avis que la cour des pairs est incompétente. C'est dans ce sens que la conférence, à une très-grande majorité, a décidé la question.

— Hier, à onze heures du matin, MM. Vassal et Sajou sont allés à la Conciergerie, offrir à chacun des Lyonnais prévenus d'avril, un exemplaire du *Moniteur*, contenant une partie du réquisitoire des accusateurs publics. Puis ils ont sommé individuellement chaque prévenu de se rendre à l'audience et de recevoir l'exemplaire du *Moniteur*. Les accusés ont tous refusé. MM. Sajou et Vassal ont remporté leur paquet de journaux.

— On avait eu à Paris quelques inquiétudes sur le voyage de M. Marrast; elles n'étaient pas tout-à-fait sans fondement. Il paraît qu'en effet, à dix lieues environ de la frontière, et sur une route de traverse qui lui semblait offrir toute sécurité, il a été arrêté avec son compagnon de voyage et retenu pendant plus de deux heures sous la main d'un brigadier de gendarmerie. Heureusement un adjoint arrive, et M. Marrast, l'abordant avec vivacité : « Monsieur, lui dit-il, je vous rends personnellement responsable des dommages que me cause le retard que j'éprouve; voilà deux heures que j'attends votre présence pour me délivrer des ridicules méprises de ces gendarmes qui me font l'honneur de me prendre pour je ne sais qui. » L'adjoint, un peu confus de cette rude apostrophe, examina avec grand soin les passeports des deux voyageurs, et après quelques questions insignifiantes, il les laissa partir.

Le soir même, M. Marrast franchissait la frontière sans obstacle, en compagnie de quelques contrebandiers.

Il aura sans doute rejoint ses amis le lendemain.

La personne qui l'a acccompagné est revenue ce matin à Paris, et c'est d'elle que nous tenons ces détails. (*National.*)

AFFAIRE D'ESPAGNE.

Les nouvelles du quartier-royal sont du 9, datées de Salvatierra. S. M. devait aller le lendemain à Estella, pour de là se rendre au siége de Puente-la-Reyna. Tout l'artillerie avait passée le 8 à Salvatierra pour se rendre vers cette place, autour de laquelle on a réuni 24 bataillons.

— Le *Journal ministériel* du soir ne contient aucune information nouvelle sur l'engagement du 8 dans les environs de Vittoria. Les journaux du midi, arrivés ce matin ne savaient rien encore de précis sur le résultat de cette journée. On persiste à soutenir que le gouvernement a reçu une dépêche télégraphique qu'il n'a pas publiée.

— On lit dans un journal :

« Nous reproduisons textuellement la lettre suivante de notre correspondant de Bayonne, en date du 13 juillet.

« Il y a eu une terrible affaire le 8 de ce mois près de Mondragon entre 7 bataillons de Navarre, 8 de Biscaye et 6 d'Alava, en tout 14,000 hommes, sous les ordres de Moreno, contre 18,000 christinos, commandés par Cordova. On ne connaît encore ici les détails de cette action que par les rapports carlistes, d'après lesquels la perte des christinos aurait excédé 4,000 hommes. Les carlistes eux-mêmes avouent en avoir perdu plus de mille.

» D'autres lettres confirment la défection du général Saarsfield, ainsi que la rupture du traité Elliot. Le général Iriarte ayant pris une cinquantaine de carlistes, près de Tafalla, il en fit fusiller douze; mais à peine les carlistes reçurent-ils cette nouvelle qu'ils tirèrent au sort trente-six officiers du dépôt, et les fusillèrent immédiatement. »

PAYS-BAS. — *La Haye, 17 juillet.*

On mande de Harderwyk, 13 juillet :

« De tems en tems il arrive ici des déserteurs belges, soit par groupes de 2, 3 ou 4, soit même en plus grand nombre. C'est ainsi que la semaine dernière il est entré ici un détachement de 23 hommes. Presque tous donnent pour motif de leur désertion la paie modique dont ils jouissaient chez les belges; tous sont dirigés sur Kampen, où on les fait entrer dans le corps de Cleerens; ils y sont habillés et équipés pour faire ensuite partie des détachemens des-